



Malgré les annonces nationales budgétaires 2024 pour la formation professionnelle des demandeurs d'emploi, la situation est bloquée en l'absence de décision de la Région Auvergne Rhône-Alpes. Les conséquences pour l'emploi, les stagiaires et les formateurs sont énormes. Six organismes de formation nous alertent : depuis janvier, des centaines de places n'ont pu ouvrir pour les demandeurs d'emploi, et 65 postes de formateurs sont en péril.

Les groupes communistes, insoumis, écologistes, socialistes et citoyens demandent au président de Région et au président de France Travail de mettre en place les financements nécessaires pour maintenir les structures de formation professionnelle existantes et augmenter le nombre de places de formation.

[Pour lire l'intervention complète](#)